



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 4

de la décision d'exécution de la Commission relative relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2024

Document d'action « Promotion des facteurs de paix en République centrafricaine »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Promotion des facteurs de paix en République centrafricaine Numéro OPSYS : ACT-62504 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)/de la décision d'association outre-mer/du règlement instituant un instrument européen relatif à la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire
2. Initiative «Équipe Europe»	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: République centrafricaine
4. Document de programmation	Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027 (MIP) pour la RCA ¹
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Domaine Prioritaire 1: Paix, Sécurité, Justice, Gouvernance Objectif Spécifique 3 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et de la confiance envers les institutions locales et nationales sur tout le territoire, à travers une amélioration de la gouvernance démocratique et économique et de la capacité de gestion des finances publiques. <ul style="list-style-type: none">• R2 OS3 : Le processus de déconcentration et redéploiement – et si le contexte politique le permet aussi de décentralisation - de certains services de l'Etat (sécurité interne et défense, justice, santé, éducation, agriculture, eaux et forêts et environnement) est facilité.• R3 OS3 : La gouvernance démocratique est inclusive et transparente tant par le soutien à des organismes indépendants et de contrôle que par la participation de la société civile dans les processus de décisions politiques, avec une attention particulière à la participation des femmes.

¹ [mip-2021-c2021-9067-central-african-republic-annex_fr.pdf \(europa.eu\)](#)

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	MIP: Priorité 1 : Paix, Sécurité, Justice et Gouvernance (DAC code 151), Volet appui à la gouvernance			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 16 (paix et sécurité, en particulier le 16.3 « Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité ») Autres ODD importants et, le cas échéant, cibles: tout en soutenant les progrès vers l'obtention de l'ODD 5 (genre) et 10 (réduction des inégalités).			
8. a) Code(s) CAD	15153 - Médias et liberté de l'information – 45% 15220 - Dispositifs civils de construction de la paix, et de prévention et de règlement des conflits – 55%			
8. b) Principal canal d'acheminement	22000 - Organisation Non Gouvernementale Internationale			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal

11. Marqueurs internes et balises	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé: 17 500 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe par subventions conformément aux critères définis au chapitre 4.4.1			

1.2 Résumé de l'action

L'action propose de renforcer les facteurs qui impactent positivement la réconciliation, la paix et la stabilisation dans le cadre de l'appui de l'UE aux principales dispositions de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (APPR) en matière de justice et de réconciliation, de gouvernance inclusive et de développement et de relèvement tant au niveau national que local. Elle vise à contribuer à une paix durable et à la réconciliation entre communautés en République centrafricaine et comprend des efforts de stabilisation, de médiation ainsi que de renforcement de l'espace démocratique et de lutte contre la désinformation et les discours de haine. Elle agit comme un catalyseur et intégrateur des différents instruments européens pour la paix à savoir le fonds Békou, Instruments de politique étrangère (FPI) et thématiques (« société civile » et « droits de l'homme »).

Sous l'OS1, l'action tient à poursuivre l'appui à la Radio Ndeke Luka (jusqu'à présent sous financements du fonds Békou et FPI) et aux radios communautaires de façon à favoriser l'accès à une information fiable et de qualité au plus grand nombre, à accompagner la structuration, la professionnalisation et la durabilité des médias centrafricains et à accompagner l'adaptation de l'environnement politique, juridique et institutionnel des médias centrafricains aux besoins du secteur et aux enjeux de consolidation de la paix.

Sous l'OS2, dans une optique de nexus « développement et consolidation de la paix », l'action vise à mettre à l'échelle un ou plusieurs projet(s) pilote(s) en cours de l'UE qui concoure(nt) à la paix notamment ceux promouvant la médiation dans le cadre de l'APPR, la résolution des conflits intercommunautaires locaux autour des ressources, la stabilisation des localités sécurisées, la santé mentale des victimes de la guerre ou le soutien aux défenseurs des droits humains. La sélection du ou des projet(s) pilote(s) reposera sur une étude de capitalisation, financée en dehors de ce

projet (probablement facilité FPI) et des critères spécifiques qui permettront d'identifier celui/ceux ceux avec le plus fort potentiel sur la paix. Toutes les actions envisagées dans ce domaine nécessitent de prendre en compte les relations entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans le rétablissement de la paix.

Sous l'OS3, en vue de renforcer la réponse de l'UE aux conflits et aux crises en Centrafrique et dans la région, l'action vise à soutenir la capacité d'analyse de l'UE en matière de dynamiques de crises et conflits (y compris sur les dimensions du genre, climat et numérique) et son analyse d'économie politique en RCA, contribuant au dialogue et reporting politique et en vue de futures actions de l'UE dans le pays.

La mise en œuvre de l'action va contribuer au plan d'action genre (CLIP) de la Délégation 2021-2025².

1.3 Zone bénéficiant de l'action

Cette action est réalisée en République centrafricaine qui est incluse dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Pour expliquer les conflits et la paix en RCA depuis 2012, il faut d'abord comprendre que la guerre et la paix n'y sont pas des états fixes et mutuellement exclusifs mais plutôt les extrêmes d'un continuum dans lequel se forme un équilibre mouvant des forces nationales, régionales et internationales. Cet équilibre est en continuel mouvement et demande une capacité de compréhension et d'adaptation au contexte.

Les **conflits** en RCA sont les conséquences de facteurs historiques anciens et récents (esclavagisme et colonialisme, instabilité régionale), géographiques (enclavement et déconnexion du centre et des périphéries), économiques (faibles production et rentabilité des ressources exploitables, économie de guerre), politiques (choix de stratégies de gouvernance clientéliste et concessionnaires et de diplomatie d'extraversion), et sociaux (tensions ethniques, communautaires). Dans un tel contexte, les **déclencheurs** de conflits, notamment de conflits violents, peuvent donc facilement provenir de simples confrontations sur les multiples enjeux politiques, économiques et sociales existant : manipulation politique ou identitaire (avec des référents nationalistes, ethniques ou religieux par exemple), problèmes récurrents liés au pastoralisme et la gestion de ressources naturelles, incidents violents causés par des groupes armés, accusations de sorcellerie, ou encore risques liés au retour de personnes déplacées et réfugiées.

Quant aux principaux facteurs de paix, il faut constater que les efforts internes et internationaux de paix restent peu efficaces et fragiles, parce que les facteurs structurels et catalyseurs de conflits ont jusqu'ici eu plus de poids que les facteurs de paix, moins puissants et moins ancrés dans la durée. Ainsi, les facteurs et dynamiques de **paix** internes à la RCA ont des fondations faibles et des effets limités. D'une part, depuis les années 1990, les accords de paix à répétition ont été sans effet majeur pour la paix, parce que leurs faiblesses structurelles ne répondaient pas aux enjeux et au contexte. Non seulement les principales parties prenantes – acteurs armés, politiques ou sociaux, à l'échelle nationale, régionale et internationale – ont des intérêts politiques, économiques et matériels qui ne sont pas alignés, mais surtout les conditions objectives nécessaires à la mise en œuvre d'accords de paix n'existent pas : comparé à l'État, les groupes armés rebelles se perçoivent comme dominants militairement et profitables économiquement, et n'ont donc aucune raison de faire des concessions.

L'APPR et la feuille de route de Luanda continuent d'offrir un cadre pertinent pour œuvrer à une paix durable et la stabilisation de la RCA, tant pour le Gouvernement que les pays de la sous-région et, plus largement, les partenaires internationaux. Néanmoins, force est de constater que des efforts diplomatiques et de médiation demeurent nécessaires pour leur mise en œuvre. D'autre part, les institutions pacificatrices centrafricaines peuvent avoir des succès réels mais à la portée ambiguë ou limitée. Ces institutions sont issues en partie de l'histoire longue de la RCA (par exemple les chefs traditionnels ayant un rôle de règlement des différends, et des institutions religieuses), et en partie de l'histoire post-2012 (par exemple des ONG, des radios, des associations). Elles ont certes des atouts et parviennent effectivement parfois à pacifier les relations sociales, rendre la justice ou régler des conflits. Mais ce foisonnement

² [CLIP Central African Republic | Capacity4dev \(europa.eu\)](#)

d'institutions hétéroclites a lui-même des effets d'ensemble ambigus, notamment parce qu'il perpétue une incertitude pour les populations sur l'issue qu'elles peuvent attendre de la justice communautaire.

Ces constats soulignent l'importance pour les acteurs internationaux engagés pour la paix en RCA de continuer à promouvoir des approches qui ouvrent de nouvelles opportunités de réconciliation, y compris par des mesures de justice transitionnelle, en tenant compte des mécanismes de justice endogènes. Ces acteurs doivent aussi développer une capacité d'ancrer leur analyse, leur stratégie et leur action dans une compréhension plus contextualisée de ce qui cause les conflits et violences et de ce qui permet la paix dans le pays.

2.2 Analyse des problèmes

Environnement des médias et réconciliation

Le principal texte législatif qui régit le secteur des médias est la loi N°020-027 du 21 décembre 2020 relative à la liberté de la communication en RCA. En théorie, le cadre légal et réglementaire est favorable aux médias, mais avec les défis sécuritaires, les autorités ont du mal à tolérer la critique. Pour cette raison, le travail journalistique sur des sujets d'intérêt public, et notamment sur les questions de sécurité et de gouvernance, est risqué et rendu plus délicat. Les médias professionnels sont traités d'espions et accusés d'être à la solde des pays occidentaux. Les crimes commis contre des journalistes ne sont toujours pas élucidés malgré les demandes des organisations de défense des droits et humains et des organisations professionnelles des médias. Dans un contexte général de « rétrécissement de l'espace civique », la presse indépendante reste dynamique, et autorisée à recevoir un financement extérieur. Si la baisse de l'intensité du conflit n'a pas amélioré la liberté de la presse, on ne peut pas non plus parler d'un contrôle total de l'information. D'après le classement 2023 de Reporters Sans Frontières, la RCA se positionne à la 98ème place. Elle gagne trois places par rapport à 2022 où elle était classée à la 101ème place.

La Radio Ndeke Luka (RNL) reste le pilier de l'information en RCA étant la radio la plus connue du pays (1ère position avec 72% de taux d'audience, selon l'étude IMMAR³, financée principalement par l'UE et la Suisse). Elle oeuvre à côté de la Radio Centrafrique, radio publique, en permanence soumises aux injonctions éditoriales et aux demandes du gouvernement, et peu encline au débat ; de GUIRA FM, radio de la MINUSCA (taux d'audience de 21,8%) disposant de moyens importants, avec des conditions de rémunération très attractives lui permettant de débaucher les meilleurs journalistes des autres stations radios, notamment ceux de RNL ; et enfin la radio Lengo Songo, montée et financée par la Russie (taux d'audience de 3,8%), qui nourrit et alimente un sentiment anti-occidental au sein des sphères du pouvoir et chez une frange de la population jeune.

Le rôle des médias est fondamental pour maintenir une cohésion sociale et guérir des blessures du passé. En effet, le manque d'accès à l'éducation tout particulièrement, a des implications non négligeables sur les dynamiques de conflits. La population peu éduquée est mal équipée pour aborder de façon critique les informations auxquelles elle est exposée et donc plus vulnérable à la désinformation, dans un contexte propice aux manipulations politiques ou identitaires.

Mise à l'échelle d'actions pilotes innovantes - contexte des actions pilotes

Les actions pilotes incluses dans ce programme visent à répondre aux problèmes suivants :

- **Médiation des conflits (financement FPI 2024) :** le dialogue inclusif reste essentiel pour retrouver la paix. Il doit reposer sur la revitalisation et la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019, unique cadre de dialogue entre le Gouvernement et les groupes armés. Aussi, le dialogue doit promouvoir le suivi des questions non entièrement abordées dans le dialogue républicain de 2022, pour apaiser la relation entre le Gouvernement et l'opposition démocratique. En outre, les initiatives de dialogue visant à améliorer l'instauration de la confiance et la cohésion sociale restent pertinentes.
- **Stabilisation des régions pacifiées (financement FPI 2024) :** Suite à la sécurisation de zones en conflits par la MINUSCA, le besoin de stabilisation économique-social est essentiel pour permettre un retour de l'Etat, assurer la sécurité des citoyens et la provision de services de base. Un soutien est nécessaire pour fournir des infrastructures

³ Mesure d'audience réalisée par <https://immar-media.com/home/>

à petite échelle et des services publics, dirigé vers les communautés qui en ont le plus besoin, y compris les communautés accueillant des personnes déplacées ainsi que des réfugiés du conflit au Soudan.

- **Soutien à la santé mentale (financement FPI 2024) :** les populations touchées par des conflits violents nécessitent une prise en charge en matière de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS). De plus, certains enfants ont été exposés toute leur vie à des violences récurrentes et ont subi des blessures, des déplacements ou une implication dans des groupes armés. En attente d'effets concrets de la justice (reconnaissance, réparations, etc.), ces victimes ont besoin de sentir une prise en charge qui pourrait inclure des conseils juridiques et, liés aux efforts de DDR, une assistance pour la réintégration socio-économique, la réconciliation, et un suivi sur de leur santé mentale, tout en accordant une attention particulière aux facteurs culturels locaux tels que ceux identifiés dans de récents rapports indépendants sur la santé mentale en RCA⁴. Les initiatives de dialogue dans un espace sûr et de médiation locales ainsi que certaines mesures endogènes de justice et de paix peuvent également intégrer des éléments de santé mentale.
- **Soutien aux défenseurs des droits humains (financement NDICI) :** Dans le contexte de crises et de conflits, les dynamiques de la société civile ont été fragilisées, ce qui a pour conséquence d'avoir peu d'initiatives structurées et une participation à l'espace civique à géométrie variable. Les défenseurs des droits humains, quand ils ne pratiquent pas l'autocensure, reçoivent souvent des menaces ou des convocations en raison de leur action. Cela est d'autant plus aggravé par le fait que la République centrafricaine ne s'est pas encore doté d'un cadre légal de protection des DDH. Un projet de loi protégeant les DDH existe depuis plusieurs mois au moment de la rédaction de la présente Action mais semble bloquée devant l'Assemblée Nationale qui ne la programme pas à son agenda.

Renforcer l'impact du nexus « développement et paix » par une meilleure compréhension des conflits

La recherche et l'analyse contextuelles sont un élément central d'une approche de programmation localisée, durable et inclusive. Elles fournissent aux partenaires les outils nécessaires pour comprendre l'environnement, adopter une approche sensible aux conflits et fondée sur les droits (pour atténuer les risques et les effets néfastes), et à impliquer les acteurs locaux dans la mise en œuvre de programmes. Les acteurs se concentrent souvent exclusivement sur les résultats sectoriels et temporels sans examiner le contexte plus large dans lequel les besoins surviennent, les interventions ultérieures ou les objectifs à long terme. En conséquence, les interventions ne parviennent pas à s'attaquer aux causes sous-jacentes et peuvent causer par inadvertance des dommages supplémentaires (en perpétuant les facteurs de conflit, les griefs historiques et l'exclusion, ou en renforçant les économies de guerre complexes). L'approche nexus encourage les acteurs opérationnels dans les contextes fragiles et touchés par des conflits à résoudre ce problème de déficit de programmation systémique et en traitant les causes profondes des conflits.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Pour l'OS1 - médias

Les bénéficiaires de l'action sont :

- La population centrafricaine . L'accès aux programmes d'informations et de dialogue proposés par les médias leur permettront de comprendre leur environnement et d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne.
- Les femmes, les minorités et les jeunes en particulier, qui doivent être en mesure d'exprimer leurs préoccupations afin que leurs besoins spécifiques soient reconnus et inclus dans les efforts mobilisés en faveur du relèvement et de la consolidation de la paix.
- Les responsables politiques du pays aux niveaux communautaire, local et national, ainsi que les acteurs de la société civile bénéficient d'espaces de dialogue et de relais à travers les médias.
- Les médias professionnels et les médias communautaires et leurs personnels : les moyens et les intrants auxquels ils auront accès dans le cadre de l'action leur permettront d'accroître leurs capacités de production et de diffusion d'une information fiable et indépendante.

Les parties prenantes sont :

- Le Ministère de la Communication et des Médias
- Le Haut Conseil de la Communication

⁴<https://www.c-r.org/fr/learning-hub/la-sant%C3%A9-mentale-et-la-consolidation-de-la-paix-en-r%C3%A9publique-centrafricaine>

- L'université de Bangui à travers la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Bangui
- Le Réseau des radios communautaires de Centrafrique (RMCC)
- Les acteurs de la formation aux métiers du journalisme et du développement des médias
- Les gestionnaires et responsables des médias et les organisations professionnelles des médias

Pour l'OS2 – projets pilotes mis à échelle

Les bénéficiaires de l'action sont la population centrafricaine.

Les parties prenantes sont :

- Le Gouvernement centrafricain, les institutions publiques de médiation (coordination APPR, médiateur national, cadre de concertation) et d'organisation des élections locales, les leaders de l'opposition, les leaders de groupes armés
- Les autorités locales; y compris les chefs traditionnels
- Les victimes de crimes de guerre ; et là, des sous-groupes qui ont été spécifiquement touchés (comme les femmes dans certaines zones, etc.)
- La société civile, les ONG de défense des droits humains et les défenseurs des droits humains
- Partenaires internationaux

Pour l'OS3 - analyse de conflits

Les bénéficiaires de l'action sont la population centrafricaine. En assurant des analyses professionnelles et factuelles des dynamiques de conflit en RCA et des diffusions au plus grand nombre, les enjeux de conflits et de paix du pays et de la région plus globalement pourront être à l'agenda de la communauté internationale.

Les parties prenantes sont :

- L'Union européenne
- La société civile
- Les partenaires internationaux
- La population centrafricaine
- Le Gouvernement centrafricain

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de contribuer à une paix durable et à la réconciliation entre communautés en République centrafricaine.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

1. Renforcer une presse professionnelle, libre, indépendante et pluraliste
2. Renforcer des processus prouvés d'apaisement, de réconciliation et de paix
3. Renforcer la réponse de l'UE aux conflits et aux crises en Centrafrique et dans la région

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

- P.1.1 : Les capacités, ressources et outils du principal média radiophonique centrafricain à délivrer une information fiable et de qualité sont renforcés.
- P.1.2 : Le développement et le renforcement institutionnel et humains des médias centrafricains sont renforcés.
- P.1.3 : Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de cadres politiques, juridiques et institutionnels efficaces et adaptés aux bonnes pratiques et standards sont renforcés.

- P.2.1 : La disponibilité, diffusion et capacité de décision des leçons apprises et des bonnes pratiques issues des initiatives pilote(s) européenne(s) considérée(s) comme présentant un potentiel de contribuer positivement à la paix et la réconciliation, y compris via la médiation de paix est accrue.
- P.3.1 : La capacité d'analyse de l'UE, de ses États membres et d'autres groupes cibles en matière de crises et situations de conflit, est renforcée y compris sur les dimensions du genre, climat et numérique.
- P.3.2 : Les positions, les politiques et les programmes de l'UE et des États membres sont renforcés pour contribuer à la prévention, à l'atténuation ou à la résolution des conflits.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1. - Les capacités, ressources et outils du principal média radiophonique centrafricain à délivrer une information fiable et de qualité est renforcés :

- Soutien à la continuité de la production et de la diffusion des programmes des médias professionnels indépendants, dont Radio Ndeke Luka et le réseau des radios communautaires.
- Réalisation des études d'audiences tous les deux ans et des enquêtes de satisfaction (dont l'organisation de focus group)
- Organisation des formations sur la vérification de l'information et sur le journalisme sensible au conflit.
- Renforcement des compétences des centrafricains.aines à faire face à la multitude de fausses nouvelles.
- Production et diffusion des contenus de vérification des faits en soutenant la production d'articles, de reportages et de rubriques, avec des composantes transfrontalières.
- Financement de l'organisation annuelle de prix pour les meilleurs journalistes, médias et productions journalistiques (articles, reportages, magazines, documentaires, etc.).

Activités liées au produit 1.2. - Le développement et le renforcement institutionnel et humains des médias centrafricains sont renforcés :

- Promotion d'un modèle de cursus pour la formation initiale universitaire au journalisme et mise en place un modèle de cursus pour la formation continue aux métiers du journalisme.
- Dynamisation de la carrière journalistique (encourager le recrutement et promotion des femmes, clarifier la situation de la carte de presse, adopter un modèle de convention de stage, journées portes ouvertes, voyages d'études/échanges pour les journalistes, code de déontologie).
- Formation des journalistes sur la couverture des activités des acteurs humanitaires et de la médiation.
- Dotation des radios communautaires en équipements photovoltaïques et en matériel de production et de diffusion.
- Approvisionnement des radios communautaires en infrastructures et équipements de production et de diffusion.
- Identification des nouveaux modèles commerciaux pour renforcer la viabilité économique des médias.
- Mise en place des mécanismes d'échanges bilatéraux universitaires entre l'Université de Bangui et les universités étrangères, y compris de la sous-région.

Activités liées au produit 1.3. - Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de cadres politiques, juridiques et institutionnels efficaces et adaptés aux bonnes pratiques et standards sont renforcés :

- Organisation des « Etats généraux de la presse libre et indépendante ».
- Plaidoyer pour l'organisation d'un processus inclusif et consultatif des lois et textes réglementaires.
- Organisation des journées/semaines mondiales/internationales.
- Dotation au HCC en moyens logistiques et en équipements.
- Formation des conseillers du HCC aux nouvelles techniques de monitoring et de veille numérique.
- Elaboration d'un rapport annuel sur les mécanismes et les activités d'autorégulation des médias.
- Mise en place un système annuel de suivi et d'évaluation des atteintes à la liberté de la presse.

Activités liées au produit 2.1. - La disponibilité, diffusion et capacité de décision des leçons apprises et des bonnes pratiques issues des initiatives pilote(s) européenne(s) considérée(s) comme présentant un potentiel de contribuer positivement à la paix et la réconciliation, y compris via la médiation de paix est accrue :

- Réalisation d'une étude de capitalisation sur les effets des projets pilotes (voir ci-dessous) en termes de promotion de la paix et de la réconciliation, au travers d'une facilité de monitoring (de préférence via FPI, en dehors du présent projet) proposant des recommandations sur les projets à mettre à l'échelle en identifiant les risques et opportunités de chacun d'eux. Les résultats de cette étude devront être disponible avant le mois de juin N+1.
- Mise en place d'un comité de sélection d'évaluation des actions pilotes et/ou innovatrices pour déterminer celle(s) à mettre à l'échelle.
- Décision de mise à l'échelle sur la base de l'étude de capitalisation mentionnée ci-dessus.
- Les actions pilotes incluses dans ce programme sont les suivantes :
 - **Médiation des conflits (financement FPI 2024)** : Fournir un soutien à la médiation pour la revitalisation et la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019, le suivi des questions non entièrement abordées dans le dialogue républicain de 2022 ainsi que la feuille de route commune de Luanda pour la paix en RCA. Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (mis en œuvre par le Centre de Dialogue Humanitaire et par la Communauté de San't Egidio).
 - **Stabilisation des régions pacifiées (financement FPI 2024)** : Contribuer aux efforts de stabilisation basés sur un programme de stabilisation élaboré par le PNUD à la demande du gouvernement de la RCA
 - **Soutien à la santé mentale (financement FPI 2024)** : soutenir les besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial auprès des populations touchées par des conflits violents, en mettant l'accent sur les enfants qui ont été exposés toute leur vie à des violences récurrentes et ont subi des blessures, des déplacements ou une implication dans des groupes armés (mis en œuvre par Conciliation Ressources)
 - **Soutien aux défenseurs des droits humains (financement NDICI)** : ce programme vise à accroître la protection de la population en particulier les défenseurs des droits humains contre le risque des violations des droits de l'homme (mis en œuvre par le bureau du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme et par un consortium composé de Avocats sans frontières, IFJD et URU).

Activités liées au produit 3.1. - La capacité d'analyse de l'UE, de ses États membres et d'autres groupes cibles en matière de crises et situations de conflit, est renforcée y compris sur les dimensions du genre, climat et numérique :

- Production et dissémination d'analyses de conflits.
- Production de briefing régulier (oral et écrit) sur l'évolution des tendances et des dynamiques de facteurs de conflits et de paix (national et régional).
- Production, en temps opportun, d'analyses d'alerte précoce afin de renforcer la surveillance des risques de conflit et les capacités de l'UE et des États membres à développer des réponses préventives en temps opportun.
- Production de rapports spécifiquement liés aux demandes de recherche ponctuelles d'informations afin d'éclairer au mieux la prise de décision.

Activités liées au produit 3. - positions, les politiques et les programmes de l'UE et des États membres sont renforcés pour contribuer à la prévention, à l'atténuation ou à la résolution des conflits :

- Organisation de séminaires et ateliers, réunissant des représentants de l'UE et des Etats-Membres, pour présenter les analyses et recommandations.
- Activités de communication et de visibilité pour diffuser les conclusions des rapports et sensibiliser les acteurs aux facteurs de paix et de réconciliation en RCA.
- Facilitation de dialogue et d'échange d'analyses avec l'UE, les États membres, la société civile et d'autres groupes cibles clés sur la dynamique des conflits, afin d'identifier des options politiques viables pour un engagement efficace sur la prévention et résolution des conflits et des crises en RCA et ses pays voisins.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1.

Cela implique que l'action appuie les acteurs de proximité dans la mise en œuvre de pratiques respectueuses des droits humains, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes et des filles. En effet, la RCA a ratifié les principaux instruments internationaux en matière d'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. L'action vise à ce que les femmes et les filles en particulier soient en mesure d'exprimer leurs préoccupations afin que leurs besoins spécifiques soient reconnus et inclus dans les efforts mobilisés en faveur du relèvement et de la consolidation de la paix. Également, l'action visera à encourager le recrutement des femmes et leur promotion à des postes de responsabilité dans le secteur du journalisme. En ligne avec les engagements pris dans le cadre du Plan d'action genre de l'UE en RCA (GAP/CLIP 2021-2025)⁵, l'action contribuera à la protection des droits des femmes et des filles à travers un accès amélioré à l'information, et la promotion de messages en faveur du respect et de la protection des femmes et des filles. Les analyses de conflits et les recommandations devront intégrer une dimension spécifique sur le genre assurant une bonne compréhension des causes et conséquences des discriminations de genre et des violences basées sur le genre (VBG), y compris de violences sexuelles liées au conflit.

Droits de l'homme

La promotion des droits humains est au cœur du présent appui et cette dernière s'inscrit dans la Stratégie de l'Union européenne sur les Droits de l'Homme et la démocratie en RCA (2020-2024).

L'action contribue à garantir le respect des droits fondamentaux, sachant que les médias jouent un rôle crucial dans la promotion, la protection et la défense des droits de l'homme à divers niveaux. En relation avec le contexte centrafricain, l'action contribuera de façon significative à l'effectivité des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne : le droit à l'information, la liberté de presse, la responsabilité sociale, qui implique pour les médias, de fournir des informations équilibrées, de promouvoir la diversité, d'éviter la discrimination et de respecter des normes éthiques élevées, l'accès à la justice par la sensibilisation du public aux questions juridiques, la production et la diffusion d'émissions expliquant les procédures judiciaires et la mise en avant des victimes des violations des droits de l'homme et des défenseurs des mêmes droits, le pluralisme médiatique qui favorise l'émergence d'un paysage médiatique diversifié pour un débat public riche et équilibré et la protection des journalistes.

Les analyses de conflits et les recommandations veilleront à intégrer la dimension du respect des droits humains comme vecteur de conflit et de paix.

Invalité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique pour les bénéficiaires et les parties prenantes de la présente action, de prendre en compte les aspects suivants :

⁵ [CLIP Central African Republic | Capacity4dev \(europa.eu\)](https://clip.centralafricanrepublic.europa.eu/)

- Une représentation sociale positive du handicap et une approche basée sur les droits, afin de montrer la diversité des expériences au sein de la société.
- L'accessibilité, par laquelle les médias bénéficiaires du programme prennent des mesures pour garantir que leurs services sont accessibles, c'est-à-dire compréhensibles et utilisables par tous.
- Le traitement inclusif des sujets liés au handicap
- La participation active des personnes en situation de handicap dans le secteur des médias dans toute sa diversité et sa pluralité.
- La déconstruction des stéréotypes.

Réduction des inégalités

Les inégalités en République centrafricaine peuvent être observées à travers plusieurs dimensions, dont la géographie, l'économie, le genre et l'appartenance ethnique. Les zones rurales, souvent les plus touchées par l'insécurité et les moins desservies en termes d'infrastructures, souffrent d'un accès limité aux services judiciaires. Les disparités économiques entre les citoyens influencent également l'accès à la justice, les personnes les plus pauvres ayant moins de moyens pour se défendre devant la loi.

En ce qui concerne les déterminants, l'on peut identifier quatre grands moteurs d'inégalité : (1) les conflits et l'insécurité, qui ont dévasté les infrastructures du pays, y compris celles de la justice, avec la présence de groupes armés entravant l'accès aux services judiciaires pour beaucoup ; (2) la faiblesse des institutions, sous-financées, manquant de ressources et de personnel qualifié, incapable de répondre efficacement aux besoins de la population et participant à la corruption généralisée dans le pays ; (3) le manque d'éducation et de sensibilisation de la population sur ses droits légaux, limitant leur capacité à revendiquer leur accès à la justice ; et (4) des cas de discrimination et de marginalisation, notamment des femmes – y compris dans le cas de violences basées sur le genre – mais aussi des minorités ethniques faisant face à des obstacles systémiques.

Cette action vise à contribuer au premier « moteur » identifié ci-dessus en soutenant les initiatives qui promeuvent la consolidation de la paix par des appuis multiformes aux processus de paix au niveau national et local, notamment au travers d'actions de soutien à la mise en oeuvre de l'APPR et des programmes de promotion du dialogue et de la coexistence pacifique au niveau communautaire et local, avec une participation active des acteurs locaux, dont les jeunes et les femmes. Toute politique sérieuse de réduction des inégalités ne pourra être efficace qu'avec un retour durable à la paix et l'opportunité pour la société centrafricaine de se projeter et d'investir durablement dans son développement.

Démocratie

Cet appui contribue au renforcement de la démocratie par la promotion de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et des valeurs de réconciliation. Les médias jouent un rôle crucial dans la promotion, la protection et la défense des droits de l'homme à divers niveaux. En relation avec le contexte centrafricain, l'action contribuera de façon significative à l'effectivité des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne :

- La fourniture d'informations fiables et équilibrées aux citoyens, leur permettant de prendre des décisions éclairées
- La liberté de la Presse : La démocratie repose sur la liberté d'expression et la liberté de la presse. Les médias indépendants peuvent agir comme des contrepoids aux abus de pouvoir et favoriser la pluralité des voix.
- Le débat Public : Les médias créent un espace où les différentes opinions peuvent être exprimées, ce qui est essentiel dans une démocratie pluraliste.
- La responsabilisation : Par leur travail, les médias tiennent les gouvernements et les institutions publiques responsables de leurs actions en menant des investigations sur les abus, la corruption et d'autres comportements contraires à l'intérêt public.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Au vu du contexte et des orientations stratégiques reprises dans le MIP 2021-2027⁶, la sensibilité aux conflits,

⁶ mip-2021-c2021-9067-central-african-republic-annex_fr.pdf (europa.eu)

la paix et la résilience constituent des enjeux et des défis majeurs pris en compte dans tous les programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération UE-RCA. La RCA fait partie du groupe du G7 des pays fragiles et demeure toujours en proie à des conflits avec des groupes armés sur une grande partie de son territoire. Cette insécurité et la nécessité d'un dialogue politique constant continue de justifier la présence d'une force de maintien de la paix des Nations Unies. Cette action s'inscrit donc dans une approche HDP Nexus en visant à contribuer à la stabilité et à une paix durable, en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en renforçant la résilience. Elle résulte aussi des recommandations de l'analyse de sensibilité au conflit en RCA, réalisée en 2022.

Elle propose en fait d'aller plus loin en systématisant l'analyse de conflit, en collaboration avec les parties prenantes, pour renforcer l'action de l'UE à répondre aux conflits et aux crises en Centrafrique et dans la région.

Réduction des risques de catastrophes

L'action ne ciblera par la réduction du risque des désastres naturels : toutefois, par leur travail, les médias peuvent participer à la réduction des risques de catastrophe à travers notamment :

- La diffusion d'informations précises et la sensibilisation : Les médias sont des canaux essentiels pour diffuser des informations précises et actualisées sur les risques de catastrophe imminents, les alertes et les conseils de sécurité.
- L'éducation à la sécurité : Les médias peuvent fournir une éducation à la sécurité en expliquant les comportements à adopter avant, pendant et après une catastrophe. Cela inclut des informations sur l'évacuation, les abris d'urgence, les premiers secours, etc.
- La promotion de la préparation communautaire : Les médias peuvent encourager la préparation communautaire en mettant en lumière les initiatives locales, en soulignant l'importance de la collaboration et en encourageant la résilience communautaire.
- L'échange d'expérience et de bonnes pratiques : Les médias peuvent partager des histoires et des expériences sur la gestion réussie des catastrophes, les pratiques exemplaires en matière de prévention et de réduction des risques, inspirant ainsi d'autres communautés à adopter des approches similaires.
- Le partenariat avec les autorités et les acteurs humanitaires : Les médias peuvent travailler en collaboration avec les autorités locales, les organisations humanitaires et les agences de gestion des catastrophes pour renforcer les campagnes de sensibilisation et de préparation

Autres considérations, le cas échéant

3.4 Risques (focalisé sur OS1) et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité F/M/H	Impact F/M/H	Mesures d'atténuation
Environnement Politique	Retrécissement de l'espace civique	M	H	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue politique continu et conjoint avec les autorités sur la liberté d'expression et la liberté de la presse - Soutien à l'environnement médiatique - Renforcer l'appui à la sécurité des journalistes, en particulier celle des journalistes d'investigation (programme d'appui aux défenseurs des DH) - Plaider, dans le cadre du dialogue politique avec les autorités du pays, pour la levée des restrictions de liberté de parole et de rassemblement.

Environnement Financement	Insuffisances des contributions financières des autres contributeurs à la RNL	F	H	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre de dialogue conjoint régulier avec les partenaires de RNL - Soutenir les efforts d'autonomisation financière de RNL
Environnement Sécuritaire et politique	Détérioration de la situation sécuritaire (attaques ciblées, échéances électorales, risque sanitaire...)	M	H	<ul style="list-style-type: none"> - Plans d'adaptation ainsi que différentes mesures de mitigation devront être discutées avec le(s) metteur(s) en œuvre de l'action.
Processus International	Les soutiens internationaux principaux (UE, MINUSCA, USA) ne parviennent pas à se coordonner proprement.	F	M	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue continu entre l'UE, Etats Membres, la MINUSCA, USA, Suisse, etc.) - Mécanisme informel de coordination entre l'UE et la MINUSCA existant, renforcement des consultations et du partage d'information.
Processus Opérationnel	Débauche des journalistes de RNL par Radio GUIRA FM	M	M	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue régulier avec la MINUSCA sur le besoin d'assurer un level-playing field pour le recrutement du personnel dans les médias. - Etudes d'impact

Enseignements tirés:

Sur base de la récente étude sur le nexus « HDP Nexus: Challenges and Opportunities for its Implementation⁷ » (novembre 2022), l'action vise à répondre aux enseignements ci-dessous :

- **L'opérationnalisation du nexus** dépend de la capacité de l'UE à exploiter les instruments existants et trouver des moyens de répondre aux limitations de ceux-ci. Cela nécessite entre autres la coordination et l'alignement d'actions financées par différents instruments mais qui visent collectivement à atteindre un objectif du Nexus ; concevoir des actions spécifiques qui combinent des éléments humanitaires, de développement et de paix et qui sont financées par une source de financement unique; et explorer les opportunités de mutualisation ad hoc ou de cofinancement d'actions entre instruments et/ou avec des Etats-Membres . La **conduite d'analyse conjointe des conflits** est considérée par la plupart des parties prenantes comme une pierre angulaire du travail sur le Nexus et comme l'un des aspects où le progrès est le plus palpable pour que les services travaillent ensemble et forment une compréhension commune. Néanmoins, des différences subsistent quant à la meilleure façon d'agir, reflétant les mandats et intérêts de chaque service.
- **L'introduction de l'élément de paix** a été accueillie favorablement par les services de l'UE avec une reconnaissance de sa pertinence et de sa valeur ajoutée potentielle. Il a cependant introduit quelques confusion et inquiétudes quant à ce que l'élément de paix englobe, qui sont les acteurs de la paix, et les risques potentiels que cela pourrait entraîner pour des actions plus impartiales politiquement. Une distinction peut être faite entre les actions dites « petit p » et « grand p », les premières étant associées à des actions visant principalement à maintenir ou à promouvoir la cohésion sociale, la résolution des conflits et la consolidation de la paix au niveau communautaire ; la dernière étant associée à des actions visant à restaurer la paix principalement par le biais d'efforts de stabilisation, notamment militairement. Les deux sont idéalement combinées avec des moyens diplomatiques qui s'attaquent aux problèmes nationaux et locaux.

L'expérience acquise par l'UE dans la gestion des programmes antérieurs, notamment les actions financées par le Fonds Bêkou et FPI, est un atout précieux pour la prévention, la réponse et la mitigation associée aux conflits et à

⁷ https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2023-05/eu-hdp-nexus-study-final-report-nov-2022_en.pdf

promouvoir la paix. Aussi, les récentes mises à l'échelle d'initiatives FPI avec les fonds du programme régional Afrique (NDICI) dans des programmes de gestion de la transhumance et de lutte contre la criminalité transnationale organisée, ont été à la base de l'idée de mise à l'échelle projets pilotes innovants et de poursuivre leur financement sur l'enveloppe bilatérale (NDICI) en cas de succès.

En ce qui concerne la Radio Ndke Luka, une des priorités de la stratégie de sortie du Fonds Bêkou fut de tendre à l'autonomisation financière de la radio. Le projet a permis le renforcement du fonctionnement de la régie publicitaire qui a enregistré une évolution notoire en termes de recettes et qui couvre 11% du budget de fonctionnement annuel de la RNL (même si le but était d'atteindre entre 20 – 25%, ce qui n'a pas été atteint, tout en notant que RNL est la seule radio soutenue par la Fondation Hirondelle qui dispose de régies publicitaires). La durabilité d'un projet médiatique dans un contexte similaire à celui de la République centrafricaine est très difficile à atteindre. Sans l'appui des partenaires techniques et financiers internationaux, le projet ne peut être durable sur le court et le moyen terme.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de renforcer, élucider et pérenniser les facteurs de paix, peu nombreux et efficaces en RCA, dont pourrait se saisir une stratégie de sortie de crise à long terme, afin de contribuer à une paix durable et à la réconciliation entre communautés.

Si les programmes présentant un fort impact pour la paix continuent à être soutenus, à l'instar de la « Radio Ndeke Luka », de couverture nationale et véritable caisse de résonance de messages de paix, de liberté d'expression et de sensibilisation sur les droits ;

Si les projets pilotes à fort potentiel de contribuer à une paix durable sont mis à l'échelle, notamment parmi ceux promouvant la médiation dans le cadre de l'APPR, la stabilisation des localités sécurisées, la santé mentale des victimes de guerre, ou le soutien aux défenseurs des droits humains ;

Si les acteurs nationaux et internationaux de la paix disposent d'informations et d'analyse régulières sur les dynamiques de conflits pour adapter leurs approches programmatiques et envisager des efforts communs ;

Alors la population et les communautés centrafricaines disposeront de plus d'outils pour gérer les conflits qui offrent des points d'ancrage pour une action publique.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (@):(@): Principaux résultats attendus	Indicateurs (@):(@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (2023)	Valeurs cibles (2028)	Sources de données	Hypothèses
Impact	OG. Contribuer à une paix durable et à la réconciliation entre communautés en République centrafricaine.	OG.1.1. Global Peace Index.	152ème place sur 163	A déterminer	Global Peace Index	Non applicable
		OG.1.2 Classement mondial de la liberté de la presse.	98ème place sur 180	A déterminer	Reporters sans Frontières	
Réalisation 1 Effets (objectifs spécifiques)	OS.1. Renforcer une presse professionnelle, libre, indépendante et pluraliste	OS.1.1 Nombre de personnes vivants dans les zones de RCA couvertes par des radios communautaires professionnelle, libre, indépendante et pluraliste.	507 600	720 000	Étude d'audience	<p>La République centrafricaine maintient son adhésion aux traités et conventions internationaux dans le domaine la liberté de la presse et dans ses engagements dans les processus de paix.</p> <p>Le développement d'une presse professionnelle, libre et indépendante et le processus de paix et de réconciliation restent une priorité, notamment le maintien d'un espace civique ouvert, pour le gouvernement et les institutions concernées.</p> <p>Le Gouvernement centrafricain reste engagé dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix Pour la Réconciliation et la Feuille de Route de Luanda.</p>
		OS.1.2. Nombre d'organisations professionnelles des médias reconnues et fonctionnelles.	1	5	Rapport d'étude/enquête	
		OS.1.3. Nombre de textes légaux et réglementaires pris en faveur de l'allègement des redevances et taxes dans le secteur médiatique	0	3	Textes légaux et réglementaires	
		OS.1.4. Nombre de femmes représentées au sein des médias	A déterminer	A déterminer	Rapport d'étude/enquête	
Réalisation 2	OS.2. Des processus prouvés d'apaisement, de réconciliation et de paix sont renforcés.	OS.2.1. Nombre de personnes ayant directement bénéficié de programmes soutenus par l'UE dans les domaines de la consolidation de la paix post-conflit civil et/ou de prévention des conflits (GERF 2.24).	A déterminer	A déterminer	A déterminer	
Réalisation 3	OS.3. La réponse de l'UE aux conflits et aux crises en Centrafrique et dans la région est renforcée.	OS.3.1 Nombre de programmes/projets qui intègrent des analyses de sensibilités au conflit.	A déterminer	A déterminer	Documents de programme/projet	

		OS.3.2 Nombre de programmes/projets intégrés avec d'autres services, DG, Etats-Membres et missions PSDC.	tbd	tbd	Documents de programme/projet	
Produit 1 lié à la réalisation 1	Produit 1.1. Les capacités, ressources et outils du principal média radiophonique centrafricain à délivrer une information fiable et de qualité est renforcés	P.1.1.1 Nombre d'auditeurs RNL interrogés qui estiment avoir une meilleure compréhension du processus de consolidation de la paix et de réconciliation, , grâce au soutien de l'UE, désagrégé par sexe.	A déterminer F : H :	A déterminer F : H :	Étude d'audience	Le personnel des médias continue à être engagé dans les activités organisées par le projet.
		P.1.1.2.-Nombre de femmes et de jeunes intervenants dans les magazines, débats et table-rondes, , grâce au soutien de l'UE, désagregés par type de bénéficiaires.	A déterminer Femmes : Jeunes :	A déterminer Femmes : Jeunes :	Enquête de satisfaction (Focus groupe)	Le personnel des médias formé reste à leur poste.
		P.1.1.3 Nombre de contenus traitant des questions de genre.	156	288	Base de données de production	Les participants aux formations ont l'autorité et la possibilité d'appliquer les nouvelles compétences et connaissances acquises grâce à l'intervention financée par l'UE dans leur organisation
Produit 2 lié à la réalisation 1	Produit 1.2. Le développement et le renforcement institutionnel et humains des médias centrafricains sont renforcés.	P.1.2.1. Nombre de journalistes et de rédacteurs formés par l'intervention financée par l'UE qui ont accru leurs connaissances et compétences en communication stratégique pour relever les défis posés par les discours de haine en ligne et hors ligne et la propagande extrémiste violente, désagrégé par sexe (indicateur prédéfini Opsys, proxy, ligne 1386).	N/D	A déterminer F : H :	Pré-tests et post tests de formation	Les autorités et institutions sont prêts à s'impliquer dans les activités du projet.
		P.1.2.2. Nombre de médias équipés avec des équipements permettant de collecter/enregistrer les informations, grâce au soutien	20	35	Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	

		de l'UE ((indicateur prédéfini Opsys proxy, ligne 1499).				
		P1.2.3. Nombre de personnes scolarisées dans l'enseignement supérieur, avec le soutien de l'UE, désagréé par sexe (GERF 2.36 et indicateur MIP).	0	A déterminer F : H :	Rapports académiques	
		P.1.2.4 Nombre d'organes de médias disposant d'un dispositif de protection contre l'exploitation, l'abus et le harcèlement sexuels fonctionnel.	1	A déterminer F : H :	Rapport d'étude/enquête	
Produit 3 lié à la réalisation 1	Produit 1.3 : Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de cadres politiques, juridiques et institutionnels efficaces et adaptés aux bonnes pratiques et standards sont renforcés	P.1.3.1 Nombre de rapports sur les mécanismes et les activités de régulation et d'autorégulation des médias publiés, grâce au soutien de l'UE.	0	3	Rapports du HCC et des OPM	Les moyens sont disponibles pour réaliser une étude de capitalisation sur l'impact des projets pilotes (au travers d'une facilité de monitoring (de préférence via FPI, en dehors du présent projet).
		P.1.3.2 Nombre de rapports de suivi et d'évaluation des atteintes à la liberté de presse publiés.	0	3	Rapports du HCC et des OPM	
Produit 1 lié à la réalisation 2	Produit 2.1. La disponibilité, diffusion et capacité de décision des leçons apprises et des bonnes pratiques issues des initiatives pilote(s) européenne(s) considérée(s) comme présentant un potentiel de contribuer positivement à la paix et la réconciliation, y compris via la médiation de paix est accrue.	P.2.1.1. Nombre de d'initiatives sensibles aux conflits basés sur l'analyse initiale des conflits partagée par l'UE fournie par l'intervention financée par l'UE (indicateur prédéfini Opsys, proxy, ligne 1411).	A déterminer	A déterminer	Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	

						La mise en œuvre des projets pilotes est réalisée selon le chronogramme pour permettre une analyse de leur impact sur la paix et la réconciliation.
Produit 1 lié à la réalisation 3	Produit 2.2 La capacité d'analyse de l'UE, de ses États membres et d'autres groupes cibles en matière de crises et situations de conflit, est renforcée y compris sur les dimensions du genre, climat et numérique	P.2.2.1. Nombre de publications sur l'analyse du conflit en RCA, comprenant des analyses genre et conflits.	A déterminer	A déterminer	Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	La République centrafricaine reste accessible aux acteurs académiques et de la société civile pour mener des analyses et recherches. La communauté internationale est impliquée dans les enjeux politiques, économiques et sociaux de la République centrafricaine.
		P.2.2.2. Nombre de briefing, comprenant des analyses genre et conflits.	A déterminer	A déterminer	Compte-rendu.	
		P.2.2.3. Existence d'une analyse partagée du conflit parmi les acteurs de l'UE sur laquelle se fondent les programmes de développement, de consolidation de la paix et de prévention des conflits. (indicateur prédéfini Opsys proxy, ligne 106.)	Absence d'une analyse du conflit partagée	Existence d'une analyse du conflit partagée	Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	
Produit 2 lié à la réalisation 3	Produit 2.2 Les positions, les politiques et les programmes de l'UE et des États membres sont renforcés pour contribuer à la prévention, à l'atténuation ou à la résolution des conflits.	P.2.2.1 Nombre de rapports sur les politiques européennes en RCA, comprenant des analyses genre et conflits.	A déterminer	A déterminer	Rapport d'avancement de l'intervention financée par l'UE	

		P.2.2.2 Nombre de tables-rondes organisées sur la RCA, comprenant des analyses genre et conflits.	A déterminer	A déterminer	Compte-rendu	
		P.2.2.3. Mesure dans laquelle les mécanismes de coordination entre les acteurs du développement, humanitaires et politiques (UE et États membres, ONU, etc.) ont été établis/renforcés par l'intervention financée par l'UE en relation avec la coordination des interventions humanitaires, de développement et de paix. (indicateur prédéfini Opsys proxy, ligne 1412).	A déterminer	A déterminer	Rapport d'avancement de l'intervention financée par l'UE	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République centrafricaine.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N / A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁸.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la subvention

Il est prévu d'octroyer une subvention pour la mise en œuvre de l'objectif spécifique 1 « Renforcer une presse professionnelle, libre, indépendante et pluraliste ».

b) Type de demandeurs visés

ONG internationale

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à la Fondation Hirondelle, sur base des critères suivants :

- ONG internationale spécialisée dans la fourniture d'information à des populations confrontées à des crises
- La Radio Ndeke Luka (média le plus populaire et écouté en RCA) est un projet de la Fondation Hirondelle
- Bilan positif de la mise en œuvre d'activités similaires financés par l'UE en Afrique et en RCA

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car la République centrafricaine se trouve dans l'une des situations de

⁸ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195 (a) du Règlement financier).

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux activités susmentionnées peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis à la section 4.4.4.

4.4.2 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la subvention

Il est prévu d'octroyer une subvention pour la mise en œuvre de l'objectif spécifique 2 « Renforcer des processus prouvés d'apaisement, de réconciliation et de paix ».

b) Type de demandeurs visés

ONG internationale

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une ONG internationale sélectionnée sur la base des critères suivants :

- ONG avec une expérience prouvée dans le cadre de projets pilotes mentionnées au chapitre 3.2., activité 2.1 dans les domaines de la médiation, stabilisation, santé mentale ou défenseur des droits humains.
- ONG ayant de l'expertise dans le domaine des processus d'apaisement, réconciliation et de paix à la RCA

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car la République centrafricaine se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195 (a) du Règlement financier).

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux activités susmentionnées peut, partiellement ou totalement, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis à la section 4.4.4.

4.4.3 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la subvention

Il est prévu d'octroyer une subvention pour la mise en œuvre de l'objectif spécifique 3 « Renforcer la réponse de l'UE aux conflits et aux crises en Centrafrique et dans la région ».

b) Type de demandeurs visés

ONG internationale

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'International Crisis Group, sur base des critères suivants :

- ONG internationale spécialisée dans l'analyse des conflits, en particulier en Afrique Centrale et en République centrafricaine ;
- Organisation dont les études constituent un « bien public », utiles pour les communautés centrafricaines, régionales et internationales ;
- Organisation en capacité de fournir des conseils ciblés sur la prévention, l'atténuation et la résolution des conflits ;
- Acteur reconnu et respecté par les acteurs de paix en République centrafricaine ;
- Bilan positif de la mise en œuvre d'activités similaires financées par l'UE en Afrique.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car la République centrafricaine se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195 (a) du Règlement financier).

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Paragraphe 4.4.1 : En cas d'échec de la contractualisation de la subvention, l'objectif spécifique 1 pourrait être mis en œuvre en gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution avec une expérience prouvée dans l'appui au renforcement des médias. Les critères de sélection de l'entité chargée de l'exécution dans le cas d'une gestion indirecte sont les suivants :

- Capacité opérationnelle et expérience dans l'appui aux médias dans la région de l'Afrique subsaharienne et/ou dans des pays en situation de conflit ou post conflit.
- Expérience dans la lutte contre la désinformation et le traitement des messages de haine.
- Expérience dans l'autonomisation organisationnelle et financière des médias.

Paragraphe 4.4.2 : Si l'objectif spécifique 2 ne peut être mis en œuvre via une subvention, il pourrait être mis en œuvre en gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution sur base des critères de sélection suivants :

- Expérience prouvée dans le cadre de projets pilotes mentionnées au chapitre 3.2., activité 2.1. dans les domaines de la médiation, stabilisation, santé mentale ou défenseur des droits humains
- Expertise dans le domaine des processus d'apaisement, réconciliation et de paix en la RCA

Paragraphe 4.4.3 : En cas d'échec de contractualisation avec l'entité en gestion directe (subvention), l'objectif spécifique 3 pourrait être mis en œuvre en gestion directe via un marché public.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)	Contribution de tiers, dans la devise indiquée
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4		
Objectif 1 - Renforcer une presse professionnelle, libre, indépendante et pluraliste	8 000 000	
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	8 000 000	
Objectif 2 - Renforcer des processus prouvés d'apaisement, de réconciliation et de paix	8 200 000	
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.2	8 200 000	
Objectif 3 - Renforcer la réponse de l'UE aux conflits et aux crises en Centrafrique et dans la région	1 000 000	
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.3	1 000 000	
Évaluation – voir section 5.2	300 000	
Audit – voir section 5.3		
Totaux	17 500 000	

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La Commission, au niveau de la Délégation, sera responsable pour le suivi, la coordination et la supervision des différentes composantes de l'action. Cela garantira la mise en place d'un cadre de suivi unifié, cohérent et consolidé pour l'intervention. La gestion de chaque composante spécifique de l'action sera organisée comme suit, et la structure organisationnelle précise et les responsabilités de chaque composante seront spécifiées et élaborées au niveau de chaque contrat :

4.7.1. Pour la mise en œuvre de l'OS1 : un comité de pilotage (CP) du projet pourra être organisé au moins une fois par an pour fournir une orientation politique et stratégique ainsi que superviser et guider la mise en œuvre du projet et approuver la documentation stratégique du projet. Les membres du Comité seront à définir et comprendront au moins un représentant de l'Union européenne et un représentant de l'organisation bénéficiaire, ainsi que des représentants des acteurs du projet. La composition finale du CP sera confirmée une fois que le contrat sera opérationnel.

4.7.2. Pour la mise en œuvre de l'OS2 : à ce stade de l'intervention, un comité de sélection pour l'évaluation des actions pilotes sera mis en place. Son rôle est de déterminer la ou les action(s) pilotes à mettre à l'échelle. La décision de mise à l'échelle devra s'opérer dans le mois de juillet de l'année N+1 pour laisser le temps de la contractualisation avant la fin de l'année N+1. Le Comité sera composé de représentants de l'Union européenne et toute autre personne jugée pertinente. La décision de mise à l'échelle reposera notamment sur les recommandations issues d'une étude de capitalisation et des critères préétablis. Ensuite, un comité de pilotage (CP) du projet pourra être organisé au moins une fois par an pour fournir une orientation politique et stratégique ainsi que superviser et guider la mise en œuvre du projet et approuver la documentation stratégique du projet. Les membres du Comité seront à définir et comprendront au moins un représentant de l'UE et un représentant de l'organisation bénéficiaire, ainsi que des représentants des acteurs du projet. La composition finale du CP sera confirmée une fois que le contrat sera opérationnel.

4.7.3. Pour la mise en œuvre de l'OS3: un comité de pilotage du projet pourra être organisé une à deux fois par an pour fournir une orientation politique et stratégique ainsi que pour superviser et guider la mise en œuvre du projet et approuver la documentation stratégique du projet. Les membres du Comité comprendront au moins un représentant de l'Union européenne et un représentant de l'organisation bénéficiaire. La composition finale du CP sera confirmée une fois le programme opérationnel.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

4.8 Conditions préalables

N/A

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe, handicap et statut de déplacement et statut économique, si les données sont disponibles, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes.

Les partenaires seront responsables de mettre en œuvre (en partenariat avec les autorités nationales pertinentes) les enquêtes et études indiqués dans le cadre logique comme source d'évaluation des indicateurs. Pour la composante média, des enquêtes d'opinion seront prévues dans les activités du projet.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: les partenaires de mise en œuvre travailleront en collaboration avec les autorités et autres acteurs pertinents afin de garantir la disponibilité et la qualité des données collectées.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour la présente action, par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours est réalisée pour résoudre des éventuels problèmes tels que, par exemple, la situation des réformes de l'environnement des médias, la collaboration avec le HCC ou l'espace civique laissé aux médias en vue de tirer des enseignements pour la partie restante de l'action.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et aux droits des personnes déplacées. Dans ces cas, une expertise sur les droits de humains sera assurée dans les équipes d'évaluation.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Un ou plusieurs marchés de services pourront être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document [«Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures»](#), publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Subvention avec une ONG internationale pour objectif spécifique 1
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention avec une ONG internationale pour objectif spécifique 2
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Subvention avec une ONG internationale pour objectif spécifique 3